

**Sociétés contemporaines et actualité de l'analyse de classe :  
une critique des théories de la société postindustrielle et des  
conceptions statiques des classes sociales**

**The Relevance of Class Analysis in Contemporary Societies: a  
Critique of postindustrial society theories and of the static  
conceptions of social classes**

**Sociedades contemporáneas y actualidad del análisis de clase:  
una crítica de las teorías de la sociedad post-industrial y de las  
concepciones estáticas de las clases**

Xavier Lafrance

Number 52, Winter 2012

Le renouvellement de la sociologie historique marxiste des relations  
internationales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1017283ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1017283ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Athéna éditions

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lafrance, X. (2012). Sociétés contemporaines et actualité de l'analyse de classe :  
une critique des théories de la société postindustrielle et des conceptions  
statiques des classes sociales. *Cahiers de recherche sociologique*, (52), 215–242.  
<https://doi.org/10.7202/1017283ar>

Article abstract

The work of Daniel Bell on the post-industrial society describe the dilution of the working class and the rise of a new form of social stratification articulated to the control of information. From the 1980s, and still today, many authors in the anglophone world have been inspired by his work in their attempts to theorize the death of class. These authors tend to relate the evolution of the working class to the rise and fall of the specifically industrial phase of capitalism. Over the last thirty years, Erik Olin Wright has attempted to face the challenge brought forward by post-industrial society theories by renewing the class analysis of advanced capitalist societies through the production of very elaborated class maps. Such a synchronic analysis, however, implies important lacuna and is exposed to critics that describe it as an abstract model arbitrarily applied upon social reality. If it is important to insist on the fact that class divisions entailed by capitalism are more important than ever before in contemporary societies, the renewing of their analysis is also asking for a conception of class as a process and a relation stemming from a historically specific form of exploitation, as suggested by Edward Palmer Thompson.

# **Sociétés contemporaines et actualité de l'analyse de classe : une critique des théories de la société postindustrielle et des conceptions statiques des classes sociales**

XAVIER LAFRANCE

**A** partir des années 1980, et tout au long des années 1990, certains auteurs du monde universitaire anglophone – souvent d'anciens analystes des classes – annoncèrent la disparition des classes sociales<sup>1</sup>. Beaucoup d'entre eux engagèrent leurs contributions dans la voie tracée par les travaux précurseurs du sociologue américain Daniel Bell, sur la société « postindustrielle ». Comme je l'expliquerai dans la première section de ce texte, c'est largement en réifiant la classe des travailleurs et en associant mécaniquement son destin à celui d'un processus d'industrialisation et de désindustrialisation, que ces auteurs s'autorisèrent à affirmer l'effacement des classes sociales à l'époque postindustrielle. Ces contributions théoriques appuyèrent notamment leur diagnostic sur une analyse des changements au sein des structures professionnelles et des relations de pouvoir associées à la transition vers cette nouvelle époque.

Une part substantielle des travaux du sociologue américain Erik Olin Wright représente une réponse explicite aux théories de la société postin-

---

1. Rosemary Crompton, *Class & Stratification*, Cambridge, Polity, 2008.

dustrielle. Ce faisant, Wright tente de renouveler et de sauvegarder l'analyse de classe en élaborant une des théorisations les plus influentes de cet objet d'étude dans le monde universitaire anglophone contemporain. La deuxième section du texte tentera toutefois de démontrer qu'il demeure largement sur le terrain des théories qu'il critique, en s'attachant à analyser l'évolution des structures professionnelles dans les sociétés capitalistes avancées. Il en vient ainsi à développer une approche classificatoire et réifiante de classes sociales, auxquelles il appose, *a priori*, des comportements et des perceptions idéologiques.

Le but de ce texte est de réaffirmer la pertinence de l'analyse de classe en contribuant au développement d'une approche relationnelle et processuelle des classes sociales, qui permettrait d'éviter de les réifier, afin de les théoriser comme des phénomènes historiques et changeants. Pour cela, il faut d'abord déplacer le centre de notre analyse et reconnaître que l'élément structurant les classes sociales n'est pas le caractère technique de l'organisation de la production (« industriel » vs « postindustriel ») mais bien une expérience de relations d'exploitation spécifiquement capitalistes vécue à l'intérieur autant qu'à l'extérieur du lieu de travail et qui, loin d'avoir disparu, s'est en fait universalisée au cours des dernières décennies. Je tenterai un tel déplacement dans la troisième partie du texte. La quatrième section, enfin, sera l'occasion de jeter les bases d'une conceptualisation des classes sociales en tant que processus historique et relations sociales à partir, notamment, des travaux d'Edward Palmer Thompson et d'Ellen Meiksins Wood.

### **Les théories de la société postindustrielle et la disparition des classes sociales**

Les travaux très influents de Daniel Bell sur la société « postindustrielle », publiés dans les années 1970, ont récemment inspiré plusieurs auteurs suggérant que les classes sociales sont en train de disparaître au sein des sociétés occidentales contemporaines. Selon Bell, la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale a apporté une transition de la société industrielle vers la société postindustrielle en Occident. Les transformations qui y sont associées invalident les prédictions de Marx, formulées dans le *Manifeste du Parti communiste*, voulant que les sociétés modernes tendent à se polariser en deux classes antagoniques. Le développement très important du secteur des services et des emplois professionnels et techniques, et la complexification des structures professionnelles qui en découle, ont, selon Bell, dilué la classe des travailleurs et des travailleuses et rendu inopérante l'analyse de classe marxiste.

Parallèlement, l'essor du « savoir théorique » (aussi nommé « technologie intellectuelle »), un pilier fondamental de la société postindustrielle, a permis une révolution managériale qui a transféré le pouvoir sur l'organisation de la production des propriétaires vers les administrateurs ainsi que le développement d'une planification sociale et économique technocratique. Cette planification, visant non plus la maximisation du profit mais plutôt la recherche de l'intérêt général, permet d'apaiser les conflits liés à la production et au travail et d'éviter les crises économiques. Ainsi, si « la société industrielle implique la coordination des machines et des hommes pour la production de biens », Bell affirme que la société postindustrielle « est organisée autour du savoir, afin d'assurer un contrôle social et la direction de l'innovation et du changement<sup>2</sup> ».

Ces transformations entraînent l'émergence d'une nouvelle forme de stratification sociale radicalement différente. Ainsi, dans la société industrielle, « le locus des relations sociales était l'entreprise ou la firme et les problèmes sociaux majeurs étaient les conflits industriels entre l'employeur et le travailleur », mais dans la société postindustrielle, le clivage social fondamental « n'est pas l'opposition entre ceux qui sont propriétaires des moyens de production et un prolétariat 'indifférencié' mais les relations bureaucratiques et d'autorité entre ceux qui détiennent les pouvoirs décisionnels et ceux qui ne les détiennent pas<sup>3</sup> ». L'axe fondamental de la société n'est plus la production et l'exploitation mais bien le savoir technique et son contrôle.

Plusieurs théoriciens récents de la disparition des classes sociales ont été directement influencés par Bell et se réfèrent explicitement à ses travaux. C'est le cas de Terry Nichols Clark et Seymour Martin Lipset. Analysant la « société et la politique postindustrielle », ils en concluent que différents facteurs effritent considérablement la prégnance des classes en son sein. Si les classes ne sont pas mortes, « leur importance dans l'explication des processus sociaux, et surtout politiques, diminue<sup>4</sup> ».

Selon ces auteurs, les classes étaient clairement des phénomènes sociaux et politiques importants durant la période classique de la société industrielle de la fin du XIXe siècle et du début du XXe en Europe et en Amérique du Nord. Cela était à relier à l'existence, à cette époque, d'un grand nombre

2. Daniel Bell, *The coming of post-industrial society: A venture in social forecasting*, New York, Basic Books, 1976, p. 20. Toutes les citations qu'on retrouvera dans cet article ont été traduites par moi, à l'exception de celles tirées de *La formation de la classe ouvrière anglaise*, de Thompson et de celles tirées des ouvrages de Marx, qui sont toutes issues des publications en version française de ces textes.

3. D. Bell, *op. cit.*, p. 116, 119.

4. Terry Nichols Clark, Seymour Martin Lipset, Michael Rempel, « The declining political significance of social class », dans Terry Nichols Clark et Seymour Martin Lipset (dir.), *The breakdown of class politics: A debate on post-industrial stratification*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2001, p. 78.

de cols bleus recevant de faibles salaires et étant concentrés dans de grandes usines, ce qui sous-tendait un fort militantisme des travailleurs. Cette combativité, cependant, s'amoindrit après la Seconde Guerre mondiale, alors qu'augmenta le niveau de vie des travailleurs et que l'État providence et le droit de négociation collective se développèrent. Cela endigua le radicalisme du mouvement ouvrier tout en renforçant les partis politiques et les comportements électoraux basés sur l'appartenance de classe. Les institutions syndicales et partisans d'après-guerre assurèrent ainsi la perpétuation de rapports politiques d'abord axés sur les clivages de classes tout comme leur dépérissement, à partir des années 1970, annonçant la disparition de ces rapports<sup>5</sup>.

Pour Clark et Lipset, ce déclin de l'impact social et politique des classes dans les sociétés postindustrielles est aussi à relier à l'essor du secteur des services et des emplois impliquant la manipulation de savoirs et d'information en Occident. Ces développements ont entraîné une diversification des emplois ainsi que l'émergence d'une classe moyenne comprenant cadres et travailleurs qualifiés. On s'éloigne donc d'une structure de classe polarisée opposant prolétariat traditionnel et bourgeoisie ; alors que plusieurs classes intermédiaires émergent entre ces pôles. Il s'ensuit que « l'appartenance de classe, ainsi redéfinie, devient plus subtile et moins différenciée socialement ainsi que moins saillante politiquement<sup>6</sup> ».

Clark et Lipset concluent que si les classes peuvent toujours être identifiées « objectivement », par l'entremise d'études empiriques des « mécanismes de stratification sur le marché », le lien entre cette structure économique et les phénomènes sociaux et politiques n'est plus aussi fort qu'il a déjà été dans les sociétés industrielles<sup>7</sup>. Ils affirment ainsi que nous pouvons observer « le déclin du déterminisme économique et l'importance grandissante des facteurs sociaux et culturels » dans les sociétés postindustrielles, ce qui ouvre notamment la porte à l'essor d'une culture politique et de nouveaux mouvements sociaux « post matérialistes », articulés autour de considérations culturelles et identitaires<sup>8</sup>. Il y avait donc un fort déterminisme économique des phénomènes sociaux par le passé, mais il n'y en a plus (ou beaucoup moins), et il s'ensuit que les classes sociales s'estompent.

Les travaux de Jan Pakulski et Malcom Waters font écho à ceux de Clark et Lipset. Ils adoptent cependant une position encore plus tranchée annonçant carrément la « mort des classes sociales », comme l'indique le titre de

5. *Ibid.*, p. 82-83.

6. *Ibid.*, p. 84.

7. *Ibid.*, p. 79.

8. T. Clark et S. Lipset, « Are social class dying? », dans Terry Nichols Clark et Seymour Martin Lipset (dir.), *op. cit.*, p. 52; T. Clark, « What have we learn in a decade on class and party politics? », dans *ibid.*, p. 24.

leur livre<sup>9</sup>. Selon eux, bien qu'elles soient marquées par des inégalités, les sociétés capitalistes les plus développées ne sont plus divisées en classes. Non seulement les processus de formation de classes, mais aussi les mécanismes qui sous-tendaient ces processus, ont disparu.

Au cours de la première phase du capitalisme, expliquent ces auteurs, les classes reposaient sur des relations de propriété qui étaient plus proéminentes et déterminantes qu'elles n'allaient l'être au cours des périodes ultérieures. Les régulations étatiques de l'économie et de la société étaient alors largement absentes et les firmes faisaient donc face à une compétition intense qui les obligeait à maximiser l'exploitation de leurs employés. De plus, la force de travail était directement et presque complètement reproduite à l'intérieur de la maison familiale ainsi que dans le quartier ouvrier et la communauté locale de travailleurs d'usines émergeant dans la foulée de la révolution industrielle. Il s'ensuit que, au cours de cette phase du capitalisme, « l'entièreté de l'identité d'un individu – ses préférences, ses opportunités, son accès au pouvoir, sa liberté face aux contraintes, son style de vie, et son comportement politique – était déterminée par les relations économiques dans lesquelles il était imbriqué<sup>10</sup> ». La classe ouvrière était aussi ancrée dans des « communautés de destin » qui étaient « petites, homogènes, bien délimitées et clairement circonscrites » et qui émergeaient plus ou moins spontanément d'une expérience partagée sans que soit nécessaire l'intervention d'organisations formelles<sup>11</sup>.

Cependant, quelque part « entre le début du XX<sup>e</sup> siècle et la Grande Dépression », les classes, telles qu'elles avaient existé sous cette forme originale, disparurent<sup>12</sup>. Les auteurs relient cette disparition à la maturation des États modernes et à leurs interventions intensifiées dans l'économie, l'éducation, les relations familiales, et d'autres sphères de la vie sociale. Ces développements mirent fin à une reproduction simple et directe de la force de travail alors que celle-ci était désormais abstraite des communautés locales pour devenir largement prise en charge par l'État.

On assista donc à une réorganisation des classes sociales. Celles-ci s'incarnèrent dès lors dans des institutions nationales, notamment les syndicats et les partis politiques, qui formulèrent des intérêts de classe à un niveau de généralité très élevé. Les « communautés de destin » de la classe ouvrière furent ainsi dissoutes dans « des communautés de classe nationales imaginaires<sup>13</sup> ». Celles-ci n'étaient plus ancrées dans une expérience sociale par-

9. Jan Pakulski et Malcolm Waters, *The death of class*, Londres, Sage Publications, 1996.

10. *Ibid.*, p. 69.

11. *Ibid.*, p. 96.

12. *Ibid.*, p. 26.

13. *Ibid.*, p. 100.

tagée mais rassemblaient plutôt des individus ayant des conditions de vie différenciées. Elles devaient conséquemment être construites artificiellement et reproduites par des élites organisationnelles qui produisaient un liant idéologique abstrait permettant de maintenir les formations de classe par l'entremise d'un travail systématique et répété pour convaincre les individus qu'ils partageaient un intérêt commun.

Ce processus d'institutionnalisation des classes sous forme de « communautés imaginaires » atteignit son paroxysme à la suite de la Seconde Guerre mondiale avec l'extension de l'État providence et des droits et des structures de négociation collective. Ces structures, ainsi que les partis politiques articulés aux classes ouvrières, sanctionnèrent et contribuèrent largement à la reproduction des formations de classe au moment même où l'infrastructure sous-tendant les classes était minée encore davantage par la « postindustrialisation » de la société décrite par Bell, à laquelle Pakulski et Waters se réfèrent explicitement. Ils expliquent que les fondations économiques des classes sociales ont été désagrégées par l'essor d'une planification économique rompant avec le principe de maximisation du profit et par la différenciation des structures professionnelles reliées à la croissance du secteur des services et de l'économie de l'information. Ici encore, on note qu'il y avait une détermination économique par le passé, alors qu'il n'y en a plus : « Le déterminisme économique de la théorie des classes est devenu insoutenable. Bien qu'élevé dans la première phase du capitalisme, l'impact des relations de production a décliné<sup>14</sup> ».

Le déclin de la syndicalisation et l'abandon de leur héritage historique par les partis sociaux-démocrates, ajoutés à la crise de l'État providence ainsi qu'à la « dé-étatisation », et la dérégulation de l'économie qui en découle, signalèrent la disparition définitive des classes au cours des années 1970 et 1980. Ces développements impliquèrent l'effacement des superstructures qui avaient artificiellement reproduit les classes durant des décennies en l'absence des infrastructures économiques qui les supportaient par le passé<sup>15</sup>.

Les auteurs discutés ci-haut n'associent pas la fin des classes à la disparition de tout conflit social, mais voient plutôt les « nouveaux mouvements sociaux » comme la forme de mobilisation collective contemporaine la plus répandue<sup>16</sup>. Au cœur du paradigme théorique analysant ces nouveaux mouvements sociaux, se trouve l'idée d'une transformation sociale faisant époque – qui, bien souvent, fait écho aux travaux de Bell – et menant à l'émergence

.....  
14. *Ibid.*, p. 44.

15. Jan Pakulski, « Foundations of a post-class analysis », dans Erik O. Wright (dir.), *Approaches to class analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 175.

16. T. Clark, S. Lipset et M. Rempel, *op. cit.*, p. 92 ; J. Pakulski et M. Waters, *op. cit.*, p. 1996.

d'une nouvelle logique de conflits sociaux se situant sur le terrain culturel et s'articulant principalement autour de questions identitaires<sup>17</sup>.

Alberto Melucci, un des théoriciens parmi les plus influents de ce paradigme, affirme que, dans la société postindustrielle ou « complexe », les conflits sociaux « ne peuvent plus être compris adéquatement en termes d'analyse de classe<sup>18</sup> ». L'approche qu'il développe refuse le « concept de plus en plus dépassé de lutte de classe » ainsi que le « principe quasi métaphysique d'antagonisme social » qui y est rattaché<sup>19</sup>. Selon lui, le concept de mode de production proposé par Marx mène nécessairement à un déterminisme économique et doit conséquemment être rejeté.

Il arrive à ces conclusions à travers l'analyse du passage de la société industrielle à la société complexe, qui s'est produit au cours des années 1970 et 1980. Au contraire des sociétés industrielles, au sein des sociétés complexes, la « production n'est plus réductible à la transformation des ressources naturelles et humaines en biens échangeables par l'entremise de l'organisation des formes de production, de la division du travail et de son incorporation dans le complexe techno humain de l'usine ». Désormais, la production et la reproduction sociale « impliquent le contrôle de systèmes complexes d'information, de symboles et de relations sociales<sup>20</sup> ».

Melucci fait découler de ces changements l'essor de nouvelles formes d'antagonismes sociaux articulés autour d'identités, de symboles et de discours faisant l'objet de débats et de conflits, ce qui implique l'émergence de nouveaux mouvements sociaux. Ces derniers tentent de remettre en question les codes dominants en produisant des codes, des discours et des modes de vie alternatifs au sein de réseaux souterrains fonctionnant à la façon de « laboratoires culturels » disséminés à travers la société civile<sup>21</sup>.

Melucci affirme ancrer contextuellement ses nouveaux mouvements et les relier à différents antagonismes et contradictions inhérents aux sociétés complexes. Toutefois, selon lui, les déterminants structurels des sociétés contemporaines n'ont pas la même prégnance et n'opèrent plus de la même façon qu'au sein des sociétés industrielles. Dans les sociétés complexes, les mouvements sociaux deviennent de plus en plus détachés des déterminations structurelles et acquièrent conséquemment une capacité d'autoconstruction

17. Steven M. Buechler, « New Social Movements Theories », *Sociological Quarterly*, vol. 36, p. 443; Nelson A. Pichardo, « New social movements: A critical review », *Annual Review of Sociology*, n° 23, 1995, p. 412.

18. Alberto Melucci, *Nomads of the present*, Philadelphie, Temple University Press, 1989, p. 187.

19. *Ibid.*, p. 39.

20. Alberto Melucci, *Challenging Codes: Collective Action in the Information Age*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 100.

21. A. Melucci, *Nomads of the present*, *op. cit.*, pp. 60, 71; A. Melucci, *Challenging codes*, *op. cit.*, p. 76.

réflexive<sup>22</sup>. Cela était beaucoup moins vrai dans les sociétés industrielles où les acteurs collectifs «étaient plus profondément ancrés dans la condition sociale au sein de laquelle ils évoluaient, de telle façon que la question du collectif se trouvait déjà résolue dès le départ à travers une condition sociale qui rendait, en elle-même, possible l'existence de l'acteur collectif». Conséquemment, «un mouvement ouvrier est d'abord et avant tout l'expression d'un contexte social ouvrier ; il est déjà défini par les conditions sociales de ce groupe spécifique». Partant, Melucci affirme que «cette continuité entre la position structurelle de l'acteur et le monde matériel et culturel de son expérience est ce que signifie pour moi la condition de classe<sup>23</sup>». Les classes impliquent donc, essentiellement, une détermination structurelle directe, et ne laissent pas place à l'agentivité. Une telle approche s'inscrit dans la lignée des théories présentées plus haut.

Il semble donc que pour Melucci, ainsi que pour les théoriciens des théories postindustrielles en général, il y a eu détermination économique des phénomènes sociaux par le passé (à l'ère du capitalisme industriel) et il y avait aussi des classes, et conséquemment, absence d'agentivité dans la formation des classes et des mouvements sociaux. Inversement, dans les sociétés contemporaines, il n'y a pas (ou moins) de détermination économique et il n'y a donc plus de classes mais toutefois beaucoup d'espace pour que l'agentivité joue un rôle dans l'essor des mouvements sociaux. Pour les théories des nouveaux mouvements sociaux, tout comme pour les théories postindustrielles, les classes sociales représentent donc un phénomène social, qui appartient à l'ère spécifique qu'est le capitalisme industriel, et qui possède une essence fixe et préétablie, qui nous est directement donnée par des facteurs économiques structuraux et qui évoquent une imagerie de grandes usines et de quartiers industriels où sont rassemblées des masses de cols bleus.

Il s'agit précisément du genre de réification des classes sociales que ce texte vise à critiquer. Ici, aucune alternative conceptuelle ne semble pouvoir s'immiscer entre un déterminisme économique vulgaire, direct et non problématique, d'une part, et une auto élaboration désincarnée de nouveaux mouvements sociaux culturels, d'autre part. Il semble donc que, bien qu'elles ne le projettent que sur une période historique spécifique et limitée, les théories postindustrielles sont en proie au déterminisme historique qu'elles dénoncent chez les marxistes et que c'est précisément cela qui les amène à proclamer la disparition des classes sociales dans les sociétés capitalistes contemporaines.

.....  
22. A. Melucci, *Challenging codes*, op. cit., 76.

23. *Ibid.*, p. 84.

Ces théories ont parfois pu contribuer à identifier certaines formes nouvelles de mobilisation sociale ainsi que certains problèmes politiques qui ont pu être trop souvent ignorés par certains marxistes. Elles ont aussi pu éclairer des dimensions culturelles importantes des mouvements sociaux. Cependant, elles tendent à rester coincées dans une fausse dichotomie opposant structure et agentivité, et conséquemment, à proposer une vision réifiée des classes qui les amène à affirmer qu'il existe une discontinuité radicale entre les formes contemporaines et passées d'action collective. Pour cette raison, elles tendent à percevoir les luttes contemporaines des travailleurs et des travailleuses comme des formes archaïques de mobilisation<sup>24</sup>.

Ces théories se sont heurtées à différentes critiques. Des tentatives de réaffirmation de l'importance de l'analyse de classe ont aussi été développées au cours des dernières décennies. Avant de présenter l'approche que je privilégie (qui est largement redevable aux travaux de Marx, Thompson et Wood), un effort influent d'une telle réaffirmation sera présenté dans la section qui suit.

### **Renouveler l'analyse de classe : La contribution d'Erik Olin Wright**

Les travaux d'Erik Olin Wright représentent une tentative importante de renouveler l'analyse de classe dans une perspective marxiste, face au défi présenté par les théories des sociétés postindustrielles. Il propose une théorisation originale et élaborée de la structure de classe, qu'il conçoit comme une « variable indépendante » déterminante pour différents aspects de la vie des individus et les processus de formation de classe. Il importe de se pencher sur l'apport de Wright dans la mesure où il a inspiré bon nombre de tentatives de réaffirmer l'importance de l'analyse de classe dans les sociétés contemporaines. Cet apport demeure toutefois sur le terrain miné des théories postindustrielles en ancrant les classes dans l'évolution des structures d'emplois. Il tend ainsi à les réifier en catégories, en « cases vides », auxquelles il associe des positions idéologiques déterminées. Les fondements théoriques sous-tendant le tableau typographique des classes sociales présenté par Wright présentent aussi de profondes lacunes.

Wright nous rappelle que, « dans la tradition marxiste d'analyse de classe, les divisions de classe sont surtout définies sur la base du lien entre relations de propriété et exploitation<sup>25</sup> ». Sous le capitalisme, l'exploitation est articulée aux relations de propriété qui permettent aux capitalistes de s'appro-

24. Alain Touraine (dir.), *Le grand refus: Réflexions sur la grève de 1995*, Paris, Fayard, 1996.

25. Erik O. Wright, *Class Counts: Comparative Studies in Class Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, p. 17.

prier un surplus produit par les travailleurs. Toutefois, Wright, en accord avec Bell, soutient que l'évolution historique du capitalisme a invalidé la vision de Marx d'une société comportant deux classes de plus en plus polarisées. L'essor et l'élargissement d'une classe moyenne dans le capitalisme avancé est un fait qui sous-tend la plupart des critiques de l'analyse de classe. Conséquemment, le problème le plus pressant auquel font face les théoriciens de classes sociales consiste en la théorisation des conséquences de la complexification des structures de classe, liée à l'émergence et à la généralisation des emplois professionnels et techniques insérés à l'intérieur de structures administratives de plus en plus hiérarchiques<sup>26</sup>.

Selon Wright, certaines transformations des configurations de la propriété, l'approfondissement des régulations étatiques de l'économie ainsi que le développement de l'actionnariat des employés, entre autres facteurs, ont mené à la décomposition et à la redistribution de droits et de pouvoirs rattachés à la propriété privée des moyens de production. Les implications de cette redistribution doivent être systématiquement évaluées, afin de développer des cartographies des classes qui soient adaptées aux sociétés contemporaines.

Wright tente de résoudre ce problème à l'aide du concept de « positions de classe contradictoires à l'intérieur des relations de classes ». Il s'agit de « positions situées entre les capitalistes et les travailleurs au sein de la structure de classe qu'il fait découler d'un accès différencié des individus à certains avantages tels que l'autorité, les compétences ou encore l'expertise au sein de la main-d'œuvre. Les capitalistes délèguent par exemple certains de leurs pouvoirs sur l'organisation de la production aux administrateurs et aux superviseurs. Bien qu'ils demeurent des salariés subordonnés au capital, ces derniers peuvent ainsi profiter de cette autorité conférée afin d'asseoir leur domination sur d'autres travailleurs. Il s'ensuit qu'ils partagent des intérêts autant avec les capitalistes qu'avec les travailleurs, mais aussi qu'ils possèdent un intérêt matériel qui leur est propre. De plus, leur position privilégiée d'autorité dans l'organisation de la production permet aux administrateurs et aux superviseurs « d'accaparer une portion significative du surplus social [...] sous la forme de revenus relativement élevés. Dans les faits, cela signifie que les salaires des administrateurs se situent au-dessus des coûts de production et de reproduction de leur force de travail<sup>27</sup> ». Cette position privilégiée, permettant l'appropriation d'une part du surplus social de production, représente une « rente de loyauté » prenant la forme de salaires élevés et éven-

26. Erik O. Wright, « Foundations of a Neo-Marxist Class Analysis », dans Erik O. Wright (dir.), *Approaches to Class Analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 2005, p. 13.

27. E. Wright, *Class Counts*, op. cit., p. 21.

tuellement de promotions offertes par des capitalistes souhaitant s'assurer un niveau élevé d'engagement et d'efficacité de la part de leurs administrateurs et superviseurs.

Les positions de classes contradictoires découlent aussi d'un phénomène similaire relié aux compétences et à l'expertise. Ici, à travers l'implantation systématique d'obstacles, tel qu'un accès limité à des programmes universitaires spécifiques, des groupes de travailleurs circonscrits sont à même de monopoliser l'accès à certaines qualifications et reçoivent conséquemment une « rente de loyauté » sous la forme de salaires plus élevés que la valeur de leur force de travail<sup>28</sup>. Sur la base de ces développements théoriques, Wright construit une carte typologique très élaborée des classes, qui comprend douze positions<sup>29</sup>. Celles-ci ne sont pas des classes à proprement parler, mais chacune possède des intérêts matériels spécifiques qui sont opposés à ceux des autres positions de classe, ce qui peut mener à des antagonismes ainsi qu'à des alliances périodiques<sup>30</sup>.

Les positions de classes sont des « cases vides » à l'intérieur desquelles on peut classifier les individus selon les caractéristiques de leurs emplois et les compétences qui y sont reliées<sup>31</sup>. Wright explique que « les variations des 'conditions de travail' sont en fait des variations dans les façons concrètes dont les gens sont situés dans les relations de classe ». Ces positions déterminent les intérêts matériels des individus, leurs opportunités dans la vie, les pratiques de classe ainsi que la conscience de classe. Elles orientent aussi les processus de formation de classe qui émergent alors que se forment des alliances entre les différentes positions de classe<sup>32</sup>. Afin de tester son modèle de douze positions de classe, Wright utilise des questionnaires d'enquête à partir desquels il classe les individus sur une échelle mesurant la conscience de classe allant des « attitudes pro capitalistes » aux « attitudes pro travailleurs ». Selon son hypothèse, « en allant des exploités aux exploités suivant chacune des

28. *Ibid.*, p. 22-23.

29. La carte la plus élaborée de Wright comprend les « travailleurs non qualifiés », les « travailleurs qualifiés », les « experts », les « superviseurs non qualifiés », les « superviseurs qualifiés », les « superviseurs experts », les « administrateurs non qualifiés », les « administrateurs qualifiés », les « administrateurs experts », les « petits bourgeois », les « petits employeurs », et les « capitalistes ». *Ibid.*, p. 25.

30. *Ibid.*, p. 396-397.

31. *Ibid.*, p. 26-27.

32. Bien qu'il consacre plusieurs pages à la théorisation de ces processus, l'analyse empirique de ces phénomènes de formation de classe proposée par Wright représente, de son propre aveu, « au mieux [...] une approche indirecte de l'étude appropriée des formations de classes en tant que telles ». Wright associe, de façon très problématique, ces processus à un niveau d'analyse « micro » puisque, selon lui, la conscience de classe réfère à un aspect particulier des *individus* (mes italiques). Les formations des classes ne possèdent pas un esprit unifié, ne peuvent pas penser, et ne peuvent donc exister qu'en tant qu'agrégats de « subjectivité déterminée » déterminés par l'appartenance à une position de classe. *Ibid.*, p. 382, 404, 413, 416

dimensions de la matrice de la structure de classe, l'orientation idéologique des individus devrait devenir plus critique des institutions capitalistes<sup>33</sup> ».

Il existe plusieurs problèmes reliés à la conception de la structure de classe proposée par Wright. Sa conceptualisation des classes n'offre pas une réponse adéquate aux théories postindustrielles, comme il est lui-même contraint de l'admettre. Usant de son modèle afin d'analyser les transformations de la structure de classe aux États-Unis, des années 1960 aux années 1990, il constate en effet que la classe des travailleurs dans ce pays « a décliné au cours des trois dernières décennies, et ce déclin semble en fait s'accélérer<sup>34</sup> ».

Selon lui, la classe des travailleurs ne représentait déjà qu'à peine plus de 40% de la main-d'œuvre des États-Unis dans les années 1990 (54% si on ajoute les travailleurs qualifiés). Cette constatation l'amène à conclure que « la trajectoire de ces changements est plus conforme aux attentes de la théorie postindustrielle qu'à celle du marxisme traditionnel<sup>35</sup> ». Wright offre peu pour réagir à cette « surprise ». Mais même si ses résultats avaient été différents, des problèmes plus fondamentaux demeuraient associés à son approche.

Comme le fait remarquer Peter Meiksins, en élaborant son modèle théorique, Wright ne fait pas que souligner les privilèges de certains groupes de travailleurs qui contribuent à la différenciation et au manque d'unité de la classe des travailleurs<sup>36</sup>. Sur la base des accès différenciés des individus à certains avantages, il construit des positions de classe regroupant des travailleurs ayant des intérêts distincts et opposés à ceux de travailleurs appartenant à d'autres positions. Les postulats théoriques à partir desquels Wright développe son modèle ne résistent toutefois pas à un examen critique.

Tout d'abord, de quelle façon peut-on établir une délimitation entre les positions de classes? Quel niveau de qualification et/ou d'autorité un travailleur ou une travailleuse doit-il ou elle posséder et à combien son salaire doit-il s'élever pour qu'il ou elle passe de la classe des travailleurs à une position plus élevée? Meiksins fait remarquer avec raison que les distinctions de niveau de qualification sont toujours plutôt vagues et difficiles à cerner<sup>37</sup>. De plus, le fait que les grandes firmes possèdent des bureaucraties impliquant plusieurs couches hiérarchiques de supervision doit-il nous amener à conclure que chacune de ces couches représente une classe? Au sein de cette

.....  
33. *Ibid.*, p. 412.

34. *Ibid.*, p. 108.

35. *Ibid.*, p. 103.

36. Peter Meiksins, « A critique of Wright's theory of contradictory class locations », dans Erik O. Wright (dir.) *The Debate on Classes*, Londres, Verso, 1989, p. 175.

37. Peter Meiksins, « Beyond the boundary question », *New Left Review*, vol. I, n° 157, 1986, p. 105.

approche classificatoire, la détermination des délimitations entre classes ou entre « positions de classe » est toujours arbitraire et prête donc toujours flan aux critiques, qui la rejettent en affirmant qu'il s'agit là de catégories purement théoriques projetées sur la réalité sociale.

Qui plus est, comme le mentionne Guglielmo Carchedi, contrairement à ce que suggère Wright, on ne peut traiter la propriété des moyens de production et le contrôle de l'organisation de la production comme des éléments séparés<sup>38</sup>. Les cadres moyens et les superviseurs ont de réels pouvoirs, mais ne contrôlent pas pour autant la production comme bon leur semble et de façon à servir leurs propres intérêts. La direction générale donnée à ce contrôle est établie par les propriétaires et les directeurs administratifs (qui sont fréquemment en partie propriétaire des entreprises qu'ils dirigent) en concordance avec les impératifs compétitifs du marché. Les administrateurs et les superviseurs des niveaux inférieurs sont libres de prendre des décisions seulement dans la mesure où elles favorisent la maximisation du profit et une accumulation optimale du capital – ce qui peut souvent se faire au détriment de leurs propres conditions de travail.

Finalement, Wright assume mais ne démontre pas, et ne peut démontrer, que certains-nes travailleurs et travailleuses obtiennent *systématiquement* une rente basée sur leur autorité, leurs compétences ou leurs qualifications leur permettant d'obtenir un salaire se situant au-dessus de la valeur de leur force de travail. Dans une société capitaliste, la valeur des forces de travail (ou de toute autre marchandise) n'est pas répertoriée dans un livre comptable auquel on pourrait se référer afin de vérifier le « juste prix » d'un emploi donné. La valeur de la force de travail est fixée à travers une compétition interindividuelle sur le marché ainsi que sur la base des normes émergent d'un rapport de force entre classes existantes à un moment donné. Cette valeur n'apparaît conséquemment que sous la forme phénoménale d'un prix : le salaire.

La possession de compétences et de pouvoir d'autorité par les individus ne peut donc pas être perçue comme une base sur laquelle pourraient surgir des groupes de travailleurs et de travailleuses salariés-es possédant des intérêts fondamentalement opposés. On peut conclure avec Meiksins que « Wright ne nous fournit aucune justification théorique qui pourrait nous mener à croire que ces distinctions et ces conflits représentent davantage que des formes de différenciation et de désunion au sein des classes polarisées de la société capitaliste<sup>39</sup> ». Il est évident que des facteurs tels que le revenu,

38. Guglielmo Carchedi, « Class and class analysis », dans Erik O. Wright (dir.), *The Debate on Classes*, op. cit., p. 110.

39. P. Meiksins, « A critique of Wright's... », op. cit., p. 178.

les compétences et l'autorité – ainsi que les statuts sociaux qui leurs sont rattachés – affectent la conception que les travailleurs ont d'eux-mêmes ainsi que de leur position dans la structure sociale, et que tout cela peut représenter des obstacles importants au développement de l'unité de la classe des travailleurs. Toutefois, une fois cela reconnu, et tout en prenant au sérieux l'impact de ces facteurs, « il n'y a pas de raison de croire que ces nombreux obstacles représentent des délimitations de *classe*<sup>40</sup> ».

Un autre problème fondamental associé à l'approche statique et classificatoire de Wright réside dans le fait qu'il n'est jamais clair pourquoi et comment les strates qu'il identifie devraient affecter la réalité sociale et le processus historique. Ainsi, son modèle « ne nous indique pas pourquoi les classes et les conflits de classe devraient émerger et laisse les marxistes vulnérables au genre de critiques qu'ils ont eux-mêmes adressées à l'approche wébérienne<sup>41</sup> ». Wright s'enferme dans une approche synchronique et typologique des classes. Ainsi, tout comme les théories postindustrielles, il tombe dans la réification en percevant les classes comme des catégories fixes possédant *a priori* des formes de conscience déterminées, qui existent hors du processus historique et d'un contexte relationnel.

Comme le souligne David Camfield, cette conception des classes en tant que « structures synchroniques ou ensembles de 'cases vides' », proposée par Wright, « tend à être généralisée dans la sociologie des classes, et à mener à des débats improductifs concernant l'endroit où devraient être classés des emplois spécifiques ou encore l'endroit où devraient être tracées les frontières entre les classes<sup>42</sup> ». Afin de formuler une réponse valide aux théories de la société postindustrielle, il faut dépasser ces débats. Pour cela, nous devons appréhender les classes et les facteurs qui les structurent différemment.

## **Le rapport d'exploitation comme facteur structurant les classes sociales**

Afin de développer une approche alternative à l'analyse de classe contemporaine, nous devons d'abord reconnaître que l'élément structurel sous-tendant les classes n'est pas la production en soi, mais bien les relations d'*exploitation* qu'elle implique. Cette section du texte a pour objectif de présenter une approche qui ne soit pas classificatoire et qui ancre plutôt les classes dans une expérience d'exploitation historiquement spécifique et dont les effets

.....  
40. P. Meiksins, « Beyond the boundary question », *op. cit.*, p. 108.

41. *Ibid.*

42. David Camfield, « Re-orienting class analysis: working classes as historical formations », *Science & Society*, n° 68, 2004-2005, p. 423.

sont vécus autant à l'intérieur qu'à l'extérieur des lieux de travail, dans le cadre d'une multitude d'activités sociales.

Un problème fondamental de l'analyse de classe consiste à observer et à expliquer la façon dont le processus historique de formation de classe est « déterminé par la forme spécifique dont, pour citer Marx, un surplus est approprié aux dépens des producteurs directs<sup>43</sup> ». Dans les sociétés capitalistes, cette appropriation d'un surplus de travail est médiée par le marché et prend la forme de survalueur. Dans ces sociétés, les producteurs directs sont séparés des moyens de subsistance et des moyens de production, qui deviennent la propriété privée absolue des capitalistes. Cette propriété leur confère le contrôle de la production, qu'ils organisent en réponse aux impératifs compétitifs du marché. Cela permet l'appropriation d'un surplus de travail qui ne s'appuie plus sur des moyens extra économiques de coercition politico militaire et sur des inégalités juridiques, comme c'était le cas dans les sociétés non capitalistes. Sous le capitalisme, l'exploitation tend à prendre une forme « économique » qui implique une relation d'échange contractuelle entre des individus formellement libres et égaux<sup>44</sup>. Les moments de coercition et d'appropriation liés à l'exploitation sont séparés : le pouvoir étatique n'est pas directement impliqué dans l'appropriation d'un surplus, mais joue tout de même encore un rôle crucial dans la reproduction des relations d'exploitation en protégeant les droits de propriété, en réprimant diverses formes de résistance et en régulant et maintenant sur pied les structures du marché<sup>45</sup>.

Si les producteurs directs sont libérés des formes de dépendance juridiques formelles, ils sont aussi détachés des moyens de production et deviennent dépendants face au marché où ils doivent vendre leur force de travail en échange d'un salaire afin de pouvoir se reproduire. Ayant acheté leur force de travail, les employeurs capitalistes obtiennent la capacité de faire travailler les salariés-es davantage que nécessaire à leur reproduction, produisant ainsi un surplus qui est approprié.

Privés de moyens de coercition extra économiques, dépendants du marché où ils doivent acheter et vendre des marchandises produites sous leur supervision et faisant ainsi face à des impératifs compétitifs, les capitalistes sont forcés de maximiser systématiquement la production et l'accumulation

43. Ellen M. Wood, *Democracy against capitalism: Renewing historical materialism*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 76.

44. Bien entendu, il y a eu par le passé, et il existe toujours, des exceptions majeures, comme l'indiquent le système de l'Apartheid en Afrique de Sud et l'« esclavagisme capitaliste » (pour employer les termes de Marx) du Sud des États-Unis. Selon certaines estimations, autour de 200 millions de personnes peuvent être considérées comme des esclaves sur la planète. Plusieurs d'entre elles produisent des marchandises vendues sur les marchés mondiaux. Voir David McNally, *Another World is Possible: Globalization & Anti-Capitalism*, Winnipeg, Arbeiter Ring Publishing, 2006, p. 193.

45. E. Wood, *op. cit.*, chapitre 1.

de survalueur. Ce qui mène à – et est permis par – la subsomption du processus de travail par le capital, qui le transforme constamment afin d’optimiser sa propre valorisation. Cela implique un usage de plus en plus polyvalent de la force de travail et l’éradication systématique des obstacles extra économiques à cette polyvalence. À travers ce processus de subsomption, les travailleurs et les travailleuses ont historiquement non seulement été séparés des moyens de production, mais ont aussi été abstraits de leur communauté traditionnelle, alors que les régulations normatives et communales de l’organisation de la production ont été éliminées. Alors que les barrières à l’accumulation du capital s’érodent, les impératifs du marché forcent les employeurs à intensifier méthodiquement l’exploitation de leurs employés en limitant la hausse des salaires – et si possible, en la réduisant – ainsi qu’en allongeant et en intensifiant leurs journées de travail. Une recherche constante d’une productivité améliorée mène aussi à un développement continu de nouvelles technologies de production, ce qui tend à créer du chômage. Prenant le contrôle de l’organisation de la production, le capital la divise et redivise aussi constamment, produisant une hiérarchie de tâches, fonctions et positions que Wright et d’autres tentent d’analyser et de classer.

Dans la perspective présentée ici, les individus ne sont pas classés à l’intérieur de catégories mais sont plutôt plongés dans une « situation de classe » (réelle, historique) au sein d’une relation d’exploitation<sup>46</sup>. On peut en fait affirmer qu’une approche classificatoire des classes cache plus qu’elle ne révèle et tend à devenir inadéquate précisément au moment où la forme d’exploitation capitaliste émerge et se généralise. Dans les sociétés non capitalistes, l’exploitation était directement permise par des inégalités juridiques soutenues par le pouvoir étatique. Il existait, bien sûr, des inégalités économiques à l’intérieur des classes, mais ces dernières correspondaient à – et découlaient directement – des statuts juridiques différenciés. C’était l’appartenance à une catégorie socio juridique spécifique, donnant un accès privilégié à des pouvoirs extra économiques, qui permettait l’appropriation d’un surplus produit par des individus appartenant à une communauté juridique distincte<sup>47</sup>. Les statuts, l’État et les classes étaient largement interdépendants et les individus étaient ainsi formellement « classés » à l’intérieur de communautés juridiques distinctes et aisément identifiables, ce qui rendait les délimitations de classe observables.

Si l’on prend au sérieux l’idée que l’accent mis sur l’exploitation est ce qui distingue l’analyse de classe marxiste, nous devons reconnaître que l’éro-

.....  
46. *Ibid.*, p. 80.

47. *Ibid.*, p. 35.

sion des institutions juridiques associées à l'essor du capitalisme – et dérivant de luttes de longue haleine menées par les mouvements des travailleurs – a rendu très floues les frontières de classes observables, tout en jetant les bases d'une nouvelle forme d'exploitation impliquant des individus appartenant à une même communauté juridique divisée en classes sur la base de leur accès différencié à la propriété. Le résultat est une société de classes prenant la forme d'un continuum de très importantes inégalités socioéconomiques sans délimitations de classe formellement identifiables. Une classification positiviste de ces individus sur la base de leur relation précise aux moyens de production – ou de tout autre facteur « objectif » – ne permet pas de résoudre le problème de l'analyse des relations de classe, ni de répondre aux théories postindustrielles annonçant la disparition des classes sociales. Les relations de production et d'exploitation capitalistes ne produisent pas automatiquement des classes divisées en catégories nettement définies. Elle créent plutôt des « champs d'attraction », qui polarisent la société en classes en projetant les individus dans des situations de classe vécues (et non pas dans des « cases vides »), ce qui met en branle des processus socio-historiques qui peuvent mener, et ont historiquement mené, à l'émergence de groupes conscients de former une classe opposée à une autre. La classe des travailleuses et des travailleurs tend, bien sûr, à être divisée par des salaires, des pouvoirs sur l'organisation de la production et des statuts liés à l'emploi différenciés, sans parler des divisions racisées et genrées. Mais il importe d'insister sur le fait que les effets de ces facteurs ne peuvent pas être connus à l'avance et ne peuvent se manifester qu'à l'intérieur d'un processus historique structuré, bien qu'ouvert, de formation de classe.

Il importe aussi d'insister sur le fait que tous les salariés-es employés-es par le capital sont exploités-es, quels que soient leur fonction et leur secteur d'activité. Dans une perspective marxiste, ancrant les classes sociales dans un rapport d'exploitation plutôt que dans l'organisation technique de la production, la classe des travailleurs n'est jamais composée uniquement de cols bleus travaillant en usine. Les travailleurs des services, professionnels et techniciens, peuvent eux aussi être exploités par le capital, et dans cette mesure, appartenir à la classe des travailleurs.

Pour Marx, ce n'est pas la fonction du travailleur ou la nature de son produit qui en fait un exploité. Il explique que pour établir si un travail est productif – c'est-à-dire s'il est exploité et produit conséquemment une survalue appropriée par le capital pour participer à son accumulation – « il est complètement indifférent de savoir si la fonction du travailleur individuel – simple maillon du travailleur collectif – consiste plus ou moins en un travail

manuel simple<sup>48</sup> ». Ce qui est importe, c'est que le travailleur soit plongé dans un processus de production subsumé par le capital et participant à son accumulation par la production de survalueur.

Les employeurs capitalistes ne s'approprient pas directement un surplus de travail concret produit par leurs employés respectifs. Un capitaliste, propriétaire d'une usine de chaussures, ne devient pas riche en accumulant un grand nombre de chaussures – il n'accumule pas le produit concret du travail directement au point de production. Le capitalisme est une forme de société historiquement spécifique au sein de laquelle les marchés sont détachés des régulations sociales et culturelles normatives. Dans ce type de société, la production aussi bien que l'exploitation sont médiées par l'échange de marchandises sur le marché, et pour cette raison, le travail prend la forme d'une valeur et le surtravail prend la forme d'une survalueur<sup>49</sup>.

Puisque l'exploitation est médiée par le marché, afin d'approprier un surplus, les capitalistes doivent vendre le résultat du travail de leurs employés comme marchandise. Ce faisant, Marx explique que ce que les capitalistes obtiennent en retour de cette vente représente une part de la survalueur sociale totale, sous la forme de profit. Dans le troisième volume du *Capital*, Marx démontre que la compétition et les mouvements constants des investissements de capitaux d'un secteur de l'économie vers un autre impliquent une tendance à l'égalisation des profits et la formation d'un « taux général de profit ». Derrière ce phénomène, explique-t-il, se cache une redistribution, entre les capitalistes, de la survalueur produite par l'ensemble de l'économie, qui représente la source dissimulée des profits. Chaque capitaliste, peu importe son secteur d'activité, tend à recevoir un profit moyen proportionnel à un investissement donné. Toutefois, afin d'obtenir une part de survalueur, il doit aussi s'assurer que sa firme produit des marchandises – qu'il s'agisse de biens matériels ou de services – de façon au moins aussi efficace et rapide que le « temps de travail socialement nécessaire », qui est établi à travers la compétition des différentes firmes sur le marché, et détermine la valeur des marchandises. Autrement dit, chacun d'entre eux doit organiser sa production suivant des standards établis par la compétition dans leur branche d'activité<sup>50</sup>.

Il s'ensuit que les capitalistes ne sont pas des exploités isolés s'appropriant un surtravail à l'intérieur d'unités de production spécifiques. Ils partagent en fait un intérêt commun. Leur habileté à s'approprier une part de la richesse sociale dépend donc de la capacité du capital dans son ensemble, comprenant les secteurs industriels, des services et de la finance et à maximiser

48. Karl Marx, *Un chapitre inédit du capital*, Paris, 10/18, 1971, p. 226.

49. Pierre Salama et Tran Hai Hac, *Introduction à l'économie de Marx*, Paris, La Découverte, 1992, chapitre 1.

50. Karl Marx, *Capital, Livre Troisième*, Paris, Éditions Sociales, 1976, chapitre 10.

ser l'exploitation de la classe des travailleurs dans son ensemble. Selon Marx, le taux de profit moyen tendanciellement reçu par chaque capitaliste dépend du taux de survalueur (du taux d'exploitation) en vigueur dans l'ensemble de la société. Il explique ainsi que,

chaque capitaliste individuel, tout comme l'ensemble des capitalistes dans chaque sphère de production particulière, participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital et au degré de cette exploitation non seulement par sympathie générale de classe, mais par intérêt économique direct, parce que le taux moyen du profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total [...] [L]es capitalistes, bien qu'ils se comportent en faux frères dans leur concurrence entre eux, constituent néanmoins une véritable franc-maçonnerie vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière<sup>51</sup>.

Inversement, et pour la même raison, malgré leur compétition sur le marché du travail, les travailleurs sont unis par leur intérêt commun à résister à leur exploitation collective – bien que, évidemment, cela ne mène jamais automatiquement à leur unité concrète et réelle. Tous les travailleurs salariés employés par le capital, et assemblés à l'intérieur de structures de production socialisées et subsumées au capital, contribuent, même si indirectement, à la production d'une survalueur appropriée par la classe capitaliste. Les travailleurs manuels d'usines, autant que les travailleurs non manuels rassemblés dans des bureaux, dans la mesure où ils sont employés par le capital, sont donc exploités.

Mais qu'en est-il des travailleurs du secteur public? Appartiennent-ils aussi à la classe des travailleurs? Notre réponse à cette question doit être positive. Mais, ici encore, le problème posé n'en n'est pas un de classification mais bien d'identification d'une expérience de relation sociale d'exploitation.

Les travailleurs du secteur public sont aussi dépendants du marché et doivent vendre leur force de travail, et en perdre le contrôle, afin de se reproduire. Ces travailleurs ne vendent cependant pas leur force de travail à un employeur capitaliste et ne produisent donc certainement pas de survalueur. Leur employeur – que ce soit un ministère, une agence publique, une institution parapublique ou une firme nationalisée – ne fait pas nécessairement face aux impératifs compétitifs du marché aussi directement que les employeurs du secteur privé, ce qui peut créer une certaine marge de manœuvre dans l'organisation du travail. Cette marge de manœuvre est cependant strictement limitée et constamment sous pression.

Sans que cela ne compromette l'existence de relations d'exploitation, l'État capitaliste peut être, et a historiquement été, formellement autonome de la classe capitaliste. C'est effectivement le cas dans les pays occidentaux,

51. *Ibid.*, p. 196-197.

où aucun individu ou groupe n'est en mesure de monopoliser formellement et unilatéralement le contrôle des institutions étatiques. Toutefois, cet État est aussi relié de façon interne au capital et doit systématiquement soutenir son accumulation afin de maintenir sa propre légitimité et d'accéder aux ressources dont il a besoin afin d'accomplir ses fonctions. Il fait ainsi face à d'importantes pressions le poussant à rationaliser ses activités afin de limiter l'imposition du capital et à s'assurer qu'un minimum de ressources et de travailleurs ne soit employé à des activités publiques, qui ne participent pas directement à la valorisation du capital.

Ce qui a un impact important sur les conditions de travail dans le secteur public. Celles-ci tendent à être rationalisées suivant un mode capitaliste d'organisation du travail. Il s'ensuit que « bien que ces travailleurs ne soient pas directement employés par le capital, le fait qu'ils puissent faire l'expérience du chômage, d'une pressurisation à la baisse de leurs salaires, d'une déqualification, etc., est directement le résultat de leur insertion dans une économie capitaliste et des exigences de l'accumulation du capital. En ce sens, les travailleurs des secteurs public et privé sont dans une relation similaire à la classe capitaliste<sup>52</sup> ».

Il est évident que les structures professionnelles des sociétés occidentales ont connu d'importants processus de transformation et de diversification qui ont, entre autres, impliqué une expansion rapide du nombre de cols blancs et de travailleurs du secteur public. Mais, bien que ces changements soient importants à considérer, ils ne devraient pas nous mener à développer des modèles classifiant les différents types de travailleurs à l'intérieur de catégories distinctes et opposées, comme Wright tente de le faire. Bien que divisés par différents facteurs ainsi que par des conflits ponctuels, « tous les non capitalistes – *i.e.*, le travailleur collectif dans son ensemble, peu importe leur fonction, sont exploités. Tous vendent leur force de travail et participent à la production, et tous, même les plus privilégiés, font l'expérience des conflits inhérents aux relations capitalistes de production – être traité comme un coût, être exposé à des tendances à la déqualification, au chômage, etc.<sup>53</sup> ».

Si on sort d'une approche classificatoire et réductionniste, fondée sur l'évolution des structures professionnelles, pour plutôt relier l'émergence et l'évolution des classes sociales à une expérience d'exploitation historiquement spécifique, on doit reconnaître que les impacts de cette expérience ne se font jamais ressentir uniquement sur les lieux de travail. Le développement

52. P. Meiksins, « Beyond the boundary question », *op. cit.*, p. 111.

53. *Ibid.*

du capitalisme implique en effet une reconfiguration du pouvoir social qui affecte tous les aspects de la vie sociale à différents degrés.

Thompson a brillamment illustré ce fait dans son analyse historique de l'essor de la révolution industrielle, qu'il présente comme l'émergence de nouveaux « systèmes de pouvoir ». Il insiste sur le fait que « cette transition ne se fait pas vers une industrialisation *tout court*, mais vers un capitalisme industriel [...] [C]e que nous examinons ne sont pas simplement des changements dans les techniques manufacturières<sup>54</sup> ». L'émergence du capitalisme industriel est un phénomène multidimensionnel qui impose de nouvelles valeurs, une nouvelle perception du temps ainsi que des formes de travail, de loisirs et une vie communautaire radicalement nouvelles. L'apparition de ce nouveau mode de vie s'est appuyée sur une répression étatique, ainsi que sur une promotion active de nouvelles valeurs par des institutions de la société civile, telles que des organisations religieuses. Aujourd'hui encore, les initiatives de l'État sont nécessaires à la reproduction de ce mode de vie. Cela implique non seulement des activités répressives, mais aussi l'administration de programmes sociaux et économiques et d'institutions juridiques qui affectent directement la vie des gens tout en soutenant l'accumulation du capital.

Le mode de production capitaliste, qui ne peut être défini étroitement en termes purement « économiques » ou en référence à des facteurs techniques de production, implique une transformation multidimensionnelle du pouvoir social. Il comprend, et est supporté par, un ensemble de relations et d'institutions sociales, juridiques et culturelles dont les ramifications s'étendent bien au-delà du point de production<sup>55</sup>. Il s'ensuit que la lutte des classes n'est jamais simplement confinée à l'usine, au bureau ou au magasin. Comme l'explique Thompson, « [n]ous n'avons pas un "antagonisme de base" sur le lieu de travail et une série d'antagonismes éloignés et atténués dans la "superstructure" sociale ou idéologique, qui seraient d'une certaine façon moins "réels". Nous avons une société divisée en classes, dans laquelle les conflits d'intérêts, et les conflits entre les idées, les valeurs et les institutions capitalistes et socialistes occupent toute la ligne<sup>56</sup> ».

Les sociétés capitalistes ont permis une certaine extension des droits démocratiques<sup>57</sup>. Pourtant, le capitalisme a aussi placé un vaste éventail d'activités sociales hors de portée de tout contrôle politique et communal, limitant ainsi grandement les possibilités d'administration démocratique de la

54. Edward P. Thompson, *Custom in Commons*, New York, The New Press, 1993, p. 382.

55. Edward P. Thompson, « Folklore, anthropology, and social history », *Indian Historical Review*, vol. 3, n° 2, 1978, p. 261-262, 264; E. Wood, *op. cit.*, p. 49-75.

56. Edward P. Thompson, « The point of production », *New Left Review*, vol. 1, n° 1, 1960 p. 68

57. E. Wood, *op. cit.*

société. Il dépolitise, privatise, marchandise et relègue ces activités à une « sphère » économique où elles sont soumises aux règles du marché<sup>58</sup>. En conséquence, bien qu'ils ne soient jamais simplement réductibles à la logique de l'accumulation du capital, certains « nouveaux mouvements sociaux » peuvent être compris comme des réactions à la marchandisation continue d'un nombre croissant de dimensions de la vie sociale (l'éducation, la santé, la sexualité, les ressources naturelles, etc.). Le capitalisme peut ainsi provoquer des conflits autour d'enjeux autres que les salaires et les conditions de travail et les enjeux dits « post matériels » sont souvent reliés aux conséquences de l'accumulation du capital. Les mouvements sociaux se mobilisant autour d'enjeux tels que l'identité, la qualité de la vie, les droits civiques et la défense de l'environnement, par exemple, peuvent souvent être considérés comme faisant partie de « la riche complexité à travers laquelle les antagonismes de classe trouvent à s'exprimer dans l'histoire réelle<sup>59</sup> ».

Le mode de production et d'exploitation capitaliste aux effets multiples, dont certaines des caractéristiques fondamentales ont été présentées dans cette section, est loin d'avoir disparu. Il s'est en fait étendu et universalisé de façon accélérée au cours des dernières décennies. En fait, il semble déplacé d'annoncer la disparition des classes sociales à une époque où la proportion des travailleurs salariés atteint des sommets et continue de croître à un rythme soutenu partout sur le globe et où plus de dimensions de la vie humaine que jamais sont marchandisées.

De plus, la reproduction de la société capitaliste contemporaine n'est pas devenue planifiée de façon consciente et ordonnée. Elle est, au contraire, aliénée, non planifiée, médiée par l'échange de marchandises et sujette à des crises économiques récurrentes. La crise économique mondiale qui a débuté en 2007-2008 (ainsi que toute une série de crises précédentes) représente une démonstration frappante du fait que les attentes technocratiques de Bell se sont révélées infondées. Le capitalisme, ses relations d'exploitation et ses crises socioéconomiques récurrentes sont toujours – et plus que jamais – présents. Dans un tel contexte, la possibilité d'observer des processus de (re) formation de classes ne peut être exclue et nous devons développer des outils théoriques nous permettant de démontrer la pertinence actuelle du concept de classes en tant que processus et relations.

58. Ellen M. Wood, « Globalization and the State: where is the power of capital now », dans Alfredo Saad-Filho (dir.), *Anti-Capitalism: A Marxist Introduction*, Londres, Pluto Press, 2003, p. 128.

59. E. Thompson, « The point of production », *op. cit.*, p. 68; Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 172-173.

## Les classes comme processus et relations

Les travaux de Thompson demeurent un point de départ incontournable pour développer de tels outils théoriques servant à l'analyse des processus de formation de classe. Thompson est critique des analyses synchroniques visant la production de cartographies des classes. Selon lui, une classe ne doit pas être perçue comme « une 'catégorie' », mais comme quelque chose qui se passe en fait – et qui, on peut le montrer, s'est passé – dans les rapports humains<sup>60</sup> ». Les classes « adviennent », lorsque des individus font l'expérience de relations d'exploitation antagonistes déterminées<sup>61</sup>. Il s'agit donc d'un *processus historique* et elles peuvent seulement être observées en tant que tel.

Les processus de formation de classe sont incarnés et mis en branle par des « êtres *historiques* actifs et conscients<sup>62</sup> ». Les gens en viennent à appréhender et à remodeler la réalité sociale en termes de classes « alors qu'ils vivent leurs relations de production, et alors qu'ils font l'*expérience* de situations données, dans 'l'ensemble des relations sociales', à partir de la culture et des attentes dont ils ont hérité<sup>63</sup> ». Cela signifie que nos analyses doivent être sensibles aux continuités qui traversent les phases historiques du capitalisme ainsi qu'aux différents cycles de formation de classes. Une classe se formant ou se reformant va impliquer certaines discontinuités institutionnelles et culturelles, mais aussi d'importantes continuités alors que des caractéristiques passées seront reproduites et réactivées, dans des contextes différents et de façons différentes, par des individus et des groupes qui le feront sur la base de « la culture et des attentes dont ils auront hérité ». Ce qui signifie aussi que les travailleurs qui font l'expérience des relations de production et d'exploitation sont aussi imbriqués dans plusieurs autres types de relations sociales, incluant des relations racisées et genrées. Alors que la logique de ces relations ne peut jamais être réduite à celle de l'exploitation du travail par le capital, toutes ces formes distinctes d'oppression sont aussi reliées de façon interne et historique. Nous devons conséquemment reconnaître que les formations de classe sont médiées par des relations racisées et genrées (entre autres) et n'existent jamais hors de celles-ci<sup>64</sup>. Le travail théorique sur les relations internes qui existent entre ces différentes formes d'oppression est

60. Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard, 1988, p. 13.

61. Edward P. Thompson, « Eighteenth-century English society: Class struggle without class? », *Social History*, vol. 3, n° 2, 1978, p. 150.

62. E. Wood, *Democracy Against Capitalism...*, *op. cit.*, p. 80.

63. E. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 150.

64. D. Camfield, *op. cit.*, p. 425-426.

en cours de réalisation et fait l'objet de débats féconds que des limites d'espace ne permettent pas de présenter adéquatement dans le cadre de ce texte.

En développant cette approche processuelle, Thompson souligne que nous ne pouvons concevoir les classes en abstraction de la lutte des classes :

la lutte des classes est le concept premier et le plus universel [...] les classes n'existent pas en tant qu'entités séparées, qui regardent autour d'elles, trouvent une classe ennemie et commencent à lutter. Au contraire, les gens se retrouvent dans une société structurée de façon déterminée (de façon cruciale, mais pas exclusivement, dans des relations de production), ils font l'expérience d'exploitation (ou du besoin de maintenir un pouvoir sur ceux qui les exploitent), ils identifient des intérêts antagoniques, se mettent à lutter autour de ces questions et, à travers ce processus, se découvrent comme classe, et en viennent à comprendre cette découverte sous la forme d'une conscience de classe. Les classes et la conscience de classe sont toujours le dernier, et non pas le premier stade dans le processus historique réel<sup>65</sup>.

Les classes n'existent donc jamais de façon isolée. Il s'agit d'une *relation sociale* entre groupes d'individus dotés d'intérêts antagoniques.

Le concept d'expérience est absolument crucial, ici. Il joue un rôle crucial de médiation entre le mode de production et d'exploitation, en tant qu'élément structurant, et la formation de la classe, en tant que phénomène historique concret. Comme l'explique Wood,

ni le processus de production ni le processus d'extraction, en eux-mêmes, ne rassemblent en réalité [les membres d'une classe] ensemble. Une « classe » ne fait pas simplement référence aux travailleurs combinés dans une unité de production ou opposés à un exploiteur commun dans une unité d'appropriation. Une classe implique une connexion qui s'étend au-delà du processus de production immédiat et du nexus d'extraction immédiat, une connexion qui relie des unités de production et d'appropriation distinctes<sup>66</sup>.

Il s'ensuit que c'est une expérience d'exploitation commune, partagée, « et pas simplement un assemblage » objectif qui réunit des groupes hétérogènes dans une classe – bien que la notion d'« expérience » dans ce contexte réfère aux effets des déterminations objectives que sont les relations de production et d'exploitation de classe<sup>67</sup>. Ainsi, comme l'affirme Fantasia, « les classes sont toujours des configurations sociales *partielles*, dans la mesure où elles sont constamment en processus d'organisation, de désorganisation et de réorganisation dans une relation de conflit avec d'autres classes<sup>68</sup> ». Ce

65. E. Thompson, « Eighteenth-century English... », *op. cit.*, p. 149.

66. E. Wood, *Democracy Against Capitalism...*, *op. cit.*, p. 95.

67. *Ibid.*, p. 91.

68. Rick Fantasia, « From class consciousness to culture, action and social organization », *Annual Review of Sociology*, n° 21, 1995, p. 275. Comme l'explique Serge Denis, cependant, les organisations des travailleurs tels que les syndicats et les partis ne devraient pas être simplement perçues comme des représentantes des intérêts de la classe des travailleurs. Il s'agit aussi largement du mode d'*existence* de la classe. Ayant reconnu cela, on

caractère changeant des classes sociales ne peut être saisi par les penseurs de la société postindustrielle et des nouveaux mouvements sociaux. Comme nous l'avons vu, selon ces auteurs, les classes ont d'abord été engendrées par l'essor du capitalisme industriel, sans que des agents actifs ne soient nécessaires à ce processus. Lorsque cette base économique s'effrita, cependant, les classes devinrent des entités purement artificielles maintenues en vie grâce aux efforts de *leaders*. Les classes sont donc perçues comme un phénomène monomorphique qui appartient à une période historique donnée et qui n'a pu être reproduit au-delà de cette période qu'aux prix d'efforts purement « subjectifs » et nécessairement temporaires. Nous obtenons donc une succession de déterminismes structuraux absolus suivis d'un volontarisme désincarné. Il n'y a donc ici « pas de place pour la détermination historique, un processus structuré impliquant une agentivité humaine<sup>69</sup> ».

À l'opposé, pour Thompson, la formation d'une classe est « un processus actif, mis en œuvre par des agents, tout autant que par des conditions<sup>70</sup> ». Reconnaître le rôle de l'agentivité dans un processus structuré ne revient pas à dire que les classes émergent indépendamment de toute détermination objective et n'existent qu'en tant que formations discursives ou culturelles, comme l'ont suggéré les tenants du « tournant linguistique » en histoire sociale<sup>71</sup>. Les classes sont faites dans un contexte historique caractérisé par des relations de production et d'exploitation spécifiques qui sous-tendent et orientent leur formation. Mais, justement, elles sont *faites* – et jamais simplement générées par des relations de production – par des individus qui ont des cultures et des valeurs données, qui évoluent dans des institutions politiques spécifiques et dans des relations sociales diverses.

Ainsi, les travailleurs ne font pas que subir mais s'approprient aussi activement leurs expériences d'exploitation, à partir desquelles ils forgent une conscience souvent ambivalente et toujours fluctuante. Cela implique que la conscience de classe et les comportements qui y sont rattachés ne peuvent jamais simplement être dérivés d'une « position » dans une structure de classe, comme Wright tente de le vérifier empiriquement. Les classes représentent toujours des processus en partie contingents. Comme l'explique

---

peut comprendre que le renouvellement de la classe et le développement de nouvelles formes organisationnelles puissent représenter une entreprise difficile. On ne doit pas pour autant tomber dans une approche institutionnelle suivant laquelle une « dépendance du parcours » (*path dependency*) rend tout changement improbable, ce qui nous mène à réifier la classe dans sa forme institutionnelle et organisationnelle actuelle. Les individus et les groupes peuvent agir, et ont agi, à l'intérieur autant qu'à l'extérieur des balises institutionnelles dominantes du mouvement des travailleurs afin de le transformer. Voir Serge Denis, *Social-démocratie et mouvements ouvrier. La fin de l'histoire?*, Montréal, Boréal, 2003.

69. E. Wood, *Democracy Against Capitalism...*, *op. cit.*, p. 78.

70. E. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, *op. cit.*, p. 13.

71. Patrick Joyce, *Class*, New York, Oxford University Press, 1995.

Thompson, « on peut certes discerner une logique dans les réactions de groupes et d'hommes aux métiers similaires face à des expériences similaires, mais nous ne pouvons pas formuler de loi. La conscience de classe naît de la même façon en des lieux et à des époques différents, mais jamais tout à fait de la même façon<sup>72</sup> ». Il n'y a pas de modèle de classe pur ou prédéfini. Il faut insister sur ce point : « les classes, telles qu'elles se sont développées dans les sociétés capitalistes du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui se sont ensuite imposées comme modèle heuristique des classes, ne peuvent avoir aucune prétention à l'universalité. *Les classes existant sous cette forme ne représentent qu'un cas spécial dans l'ensemble des formations historiques qui se sont développées sur la base de la lutte des classes*<sup>73</sup> ». Bien qu'il existe toujours certaines continuités historiques plus ou moins importantes, nous ne devrions pas être surpris de constater que la classe des travailleurs puisse prendre une forme différente aujourd'hui, plus d'un siècle après son apparition sous une forme consciente.

Nous ne devrions pas non plus nous surprendre du fait que les classes n'apparaissent pas toujours sous une forme explicitement consciente. Une forme de conscience de classe peut exister – et existe en effet – entre une auto-conscience pleinement développée et une internalisation totale de l'idéologie capitaliste dominante par les travailleurs. Établir la lutte de classes comme concept premier de notre analyse permet de percevoir des formes de conscience « partielles » et « sous pression ». On devient ainsi à même d'observer la façon dont les relations conflictuelles d'exploitation peuvent provoquer des « effets de classe » perceptibles dans les relations sociales et imprégner une « disposition à agir en tant que classe » même à des groupes d'individus qui ne s'approprient pas leur expérience sociale explicitement en ces termes<sup>74</sup>. L'identification d'une opposition entre le « 99 % » et le « 1 % » par le mouvement des « indignés » représente un exemple éloquent d'un tel effet de classe. Cette identification d'effets et de processus de classe représente une des façons les plus efficaces de contrer les arguments de ceux qui nient l'existence des classes en l'absence d'une conscience explicite et qui rejettent les cartographies structurelles des classes en les présentant comme des modèles théoriques arbitraires apposés sur la réalité sociale.

Une conception des classes comme processus et relation, va donc à l'encontre des définitions qui « impliquent qu'il puisse y avoir un point dans la formation des classes où l'on puisse arrêter le processus et affirmer "ici il y a une classe, et pas avant" », ni après. Notre but, en tant qu'analystes des classes sociales, ne doit pas être de les associer « à un niveau de conscience

72. E. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit., p. 14

73. E. Thompson, « Eighteenth-century English society », op. cit., p. 150. Mes italiques.

74. Edward P. Thompson, « The peculiarities of the English », *Socialist Register*, n° 2, 1965, p. 357.

ou d'organisation déterminé et suffisant pour en faire des forces politiques conscientes, mais plutôt de concentrer notre attention sur les classes engagées dans un processus les amenant à devenir, ou à se concevoir comme, une telle force<sup>75</sup> ».

Les classes sociales ne sont donc pas des agrégations d'attitudes individuelles, comme l'affirme Wright, mais plutôt des phénomènes qui s'expriment, sont générés et modifiés, à travers l'action sociale. Il s'agit d'un phénomène relationnel et collectif qui existe toujours comme mouvement d'auto formation, de désintégration, et de reformation. Les classes commencent donc à exister avant d'acquérir une conscience pleinement développée d'elles-mêmes. Elles ne sont pas des points d'arrivée mais des processus qui sont déjà en formation à travers les vecteurs qui les font naître et les développent<sup>76</sup>. C'est la raison pour laquelle Thompson affirme que la classe des travailleurs anglaise « n'est pas apparue comme le soleil à un moment donné. Elle a été partie prenante de sa propre formation<sup>77</sup> ». Comme l'affirme Fantasia, notre « analyse de la conscience de classe devrait se pencher sur les actions, les capacités d'organisation, les développements institutionnels, et les valeurs qui en émergent, plutôt que sur des attitudes abstraites de leur contexte social<sup>78</sup> ». Le défi auquel nous faisons face consiste à identifier de tels phénomènes dans le processus historique contemporain.

## Conclusion

L'analyse des classes sociales dans les sociétés contemporaines doit donc partir des deux principes théoriques fondamentaux développés ci-haut. Premièrement, les classes sont des processus sociaux qui sont structurés non pas tant par une forme de production ou d'emploi industriel que par l'universalisation de l'expérience d'une forme d'exploitation médiée par le marché. Deuxièmement, et conséquemment, les classes ne sont pas simplement générées par des facteurs technologiques de production mais sont toujours formées par des agents conscients, dans un contexte politique, social et culturel donné, et représentent donc des phénomènes historiques qui évoluent dans le temps et qui se manifestent sous différentes formes.

On ne peut savoir à l'avance quelle forme concrète pourra prendre une classe des travailleurs renouvelée, ni même si et quand elle émergera. Les acteurs sociaux tentant de remobiliser le mouvement des travailleurs font

75. E. Wood, *Democracy against capitalism...*, op. cit., p. 99.

76. Rick Fantasia, *Cultures of Solidarity: Consciousness, Action, and Contemporary American Workers*, Berkeley, University of California Press, 1988, p. 171.

77. E. Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, op. cit., p. 13.

78. R. Fantasia, op. cit., p. 11.

face à des obstacles et des facteurs de divisions considérables. Mais doit-on conclure qu'ils sont insurmontables? Ce mouvement a toujours eu à faire face à d'importantes divisions internes et à unir des individus évoluant dans des contextes de travail très diversifiés. Cela fait dire à Meiksins que «le capitalisme n'a jamais, ni par le passé, ni aujourd'hui, généré une classe des travailleurs homogène. Au contraire, il a créé une classe variée et très stratifiée, et les capitalistes ont toujours eu un intérêt inhérent à faire en sorte qu'elle soit aussi divisée que possible<sup>79</sup>». Dans un tel contexte, la solidarité ne peut devenir une réalité qu'au prix d'un effort d'organisation intense et soutenu. Comme l'affirme Andrew Richards, «la construction physique des syndicats fut un phénomène largement contingent qui a pris place au sein d'un environnement extrêmement hostile. De plus, unir les travailleurs d'une même industrie (sans parler de ceux appartenant à des industries distinctes), et forger une identité de classe collective, ont représenté des processus de construction très exigeants, et partant le plus souvent du niveau local<sup>80</sup>». La reformation de classes dans la période contemporaine, si elle advient, sera aussi un phénomène partiellement contingent issu d'efforts organisationnels considérables, tout comme ce fut le cas par le passé.

Quoiqu'il en soit, on ne peut affirmer, sur une base purement théorique, l'impossibilité d'un renouvellement de la classe des travailleurs. On ne peut se pencher sur ce problème qu'à travers une analyse empirique du social, se concentrant sur les luttes et les efforts organisationnels déployés par les travailleurs autant sur les lieux de travail qu'à l'extérieur de ceux-ci. Telle devrait être l'approche des analystes des classes sociales dans la période d'austérité annoncée par les gouvernements à travers le monde, et qui aura très certainement pour résultat d'intensifier les relations sociales d'exploitation que Marx concevait comme le facteur causal sous-tendant les processus de formation de classes.

.....  
79. Perter Meiksins, «"Same as it ever ever was"? The structure of the working class», dans Ellen M. Wood *et al.* (dir.), *Rising from Ashes? Labor in the Age of Global Capitalism*, New York, Monthly Review Press, 1997, p. 35.

80. Andrew J. Richard, «The Crisis of Union Representation», dans Guy Van Gyes, Hans De Witte et Patrick Pasture (dir.), *Can Class Still Unite? The Differentiated Work Force, Class Solidarity And Trades Unions*, Aldershot, Ashgate Publishing Company, 2001, p. 80.